
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 28

Bill No. 28

Loi concernant les logements offerts au public à l'occasion des Jeux olympiques 1976

An Act respecting lodgings available to the public during the 1976 Olympic Games

Première lecture

First reading

M. SIMARD

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974

Projet de loi n° 28

Loi concernant les logements offerts au public à l'occasion des Jeux olympiques 1976

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS ET APPLICATION

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) « bureau »: l'organisme institué par l'article 3;

b) « directeur »: le président-directeur général nommé en vertu de l'article 9;

c) « établissement hôtelier »: un hôtel, un motel, un hôtel-motel, une maison de logements ou un camping, au sens de la Loi de l'hôtellerie (Statuts refondus, 1964, chapitre 205) et des règlements adoptés en vertu de cette loi;

d) « logement »: tout local propre à l'habitation y compris un camping ou une roulotte;

e) « territoire » le territoire dans lequel s'applique la présente loi et qui est déterminé à l'article 2;

f) « période des Jeux olympiques 76 »: la période s'étendant du 1^{er} mai 1976 au 31 août 1976;

g) « règlement »: un règlement adopté en vertu de la présente loi;

h) « prescrit »: prescrit par règlement.

Bill No. 28

An Act respecting lodgings available to the public during the 1976 Olympic Games

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS AND APPLICATION

1. In this act, unless the context indicates a different meaning,

(a) "bureau" means the body instituted by section 3;

(b) "manager" means the president and general manager appointed under section 9;

(c) "hotel establishment" means a hotel, motel, hotel-motel, lodging-house or camping ground, within the meaning of the Hotels Act (Revised Statutes, 1964, chapter 205) and of the regulations made under such act;

(d) "lodging" means any place suitable for habitation including a camping ground or a trailer;

(e) "territory" means the territory in which this act applies and which is determined in section 2;

(f) "period of the 76 Olympic Games" means the period extending from 1 May 1976 to 31 August 1976;

(g) "regulation" means any regulation made under this act;

(h) "prescribed" means prescribed by regulation.

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet a pour but de constituer un organisme chargé d'exercer une surveillance, d'assurer la coordination et de fournir de l'information à l'égard des logements loués pour ou pendant la période des Jeux olympiques 76 dans le territoire visé à l'article 2 de ce projet.

Cet organisme doit notamment:

a) faire un recensement des logements disponibles pour la période des Jeux olympiques 76;

b) maintenir un service d'information sur les logements disponibles au cours de cette période;

c) coordonner les activités des personnes ou organismes qui s'occupent directement ou comme intermédiaire de la location de logements dans le territoire dans lequel le projet s'appliquera;

d) vérifier ou, le cas échéant, fixer les taux maximums de location des logements pour la période des Jeux olympiques 76;

e) veiller à l'application des règlements concernant la publicité relative à la location de logements pour cette période; et

f) recueillir les renseignements nécessaires.

EXPLANATORY NOTES

The object of this bill is to establish a body which will exercise supervision, ensure coordination and provide information with regard to lodgings rented for or during the 76 Olympic Games in the territory contemplated in section 2 of the bill.

This body shall, in particular:

(a) take a census of the lodgings available during the 76 Olympic Games;

(b) maintain an information service on the lodgings available during such period;

(c) coordinate the activities of the persons engaged directly or as intermediaries in the renting of lodgings in the territory in which the bill will apply;

(d) verify or, as the case may be, fix the maximum rental of lodgings during the 76 Olympic Games;

(e) see to the application of the regulations concerning advertising of lodgings for rent for such period; and

(f) collect the necessary information.

2. La présente loi s'applique dans l'Île de Montréal, l'Île Bizard, la Ville de Laval et les districts électoraux suivants: Beauharnois, Chambly, Châteauguay, Deux-Montagnes, Drummond, Huntingdon, Iberville, Laporte, Laprairie, L'Assomption, Prévost, Richelieu, Rouville, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Taillon, Terrebonne, Vaudreuil-Soulanges et Verchères, ainsi que dans tout autre territoire déterminé par règlement.

SECTION II

CRÉATION ET FONCTIONS DU BUREAU

3. Il est institué un organisme, ci-après appelé « bureau », sous le nom de « Hébergement Québec-Olympiques 76 ».

4. Cet organisme est une corporation au sens du Code civil et il est investi des pouvoirs généraux d'une telle corporation en outre des pouvoirs spéciaux que la présente loi lui confère.

5. Le bureau peut acquérir, louer, posséder ou aliéner les biens nécessaires à la réalisation de ses objets.

6. Le bureau jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement. Les biens meubles et immeubles en possession du bureau font partie du domaine public, mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ces biens.

Le bureau n'engage que lui-même lorsqu'il agit en son propre nom.

7. Le bureau a pour rôle d'exercer une surveillance, d'assurer la coordination et de fournir de l'information à l'égard des logements loués pour ou pendant la période des Jeux olympiques 76.

À cette fin, il doit notamment:

- a) faire un recensement des logements disponibles pour la période des Jeux olympiques 76;
- b) maintenir un service d'information sur les logements disponibles au cours de cette période;
- c) coordonner les activités des personnes ou organismes qui s'occupent directe-

2. This act applies on the Island of Montreal and Île Bizard, and in the City of Laval and the following electoral districts: Beauharnois, Chambly, Châteauguay, Deux-Montagnes (Two Mountains), Drummond, Huntingdon, Iberville, Laporte, Laprairie, L'Assomption, Prévost, Richelieu, Rouville, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Taillon, Terrebonne, Vaudreuil-Soulanges and Verchères, and in any other territory determined by regulation.

DIVISION II

ESTABLISHMENT AND FUNCTIONS OF THE BUREAU

3. A body, hereinafter called the "bureau", is instituted under the name of "Hébergement Québec-Olympiques 76".

4. This body is a corporation within the meaning of the Civil Code and is vested with the general powers of such a corporation in addition to the special powers conferred upon it by this act.

5. The bureau may acquire, lease, own or alienate the property necessary for the attainment of its objects.

6. The bureau shall enjoy the rights and privileges of a government mandatar. The moveable and immovable property in possession of the bureau shall form part of the public domain, but the execution of its obligations may be prosecuted against such property.

The bureau binds only itself when it acts in its own name.

7. The functions of the bureau shall be to exercise supervision, and to ensure coordination and furnish information, in regard to the lodgings rented for or during the period of the 76 Olympic Games.

For such purpose, it shall in particular:

- (a) take a census of the lodgings available for the period of the 76 Olympic Games;
- (b) maintain an information service on the lodgings available during such period;
- (c) coordinate the activities of the persons or bodies engaged directly or as

ment ou comme intermédiaires de la location de logements dans le territoire;

d) vérifier ou, le cas échéant, fixer les taux maximums de location des logements pour la période des Jeux olympiques 76;

e) veiller à l'application des règlements concernant la publicité relative à la location de logements pour cette période;

f) recueillir les renseignements nécessaires à l'application de la présente loi.

8. Les personnes qui exploitent un établissement hôtelier ou une agence de voyages ou qui, à quelque titre que soit, s'occupent comme intermédiaires de la location de logements dans le territoire doivent fournir au bureau les renseignements prescrits relatifs à la disponibilité des logements.

SECTION III

COMPOSITION ET ACTIVITÉS DU BUREAU

9. Le bureau est composé d'un directeur-général, qui en est le président, nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil pour le temps qu'il détermine ainsi que des employés nécessaires.

[[**10.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le traitement du président-directeur général ou, s'il y a lieu, son traitement supplémentaire.]]

[[**11.** Les employés du bureau sont nommés par le directeur; leur nombre est déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil qui établit les barèmes suivant lesquels ils sont rémunérés et fixe, s'il y a lieu, leur traitement supplémentaire.]]

12. Le directeur définit les devoirs des employés du bureau, dirige leur travail et peut déléguer à tout employé du bureau les pouvoirs qui lui sont attribués par la présente loi.

13. Le directeur et les employés du bureau, s'ils ne sont pas des fonctionnaires, doivent, avant de commencer à exercer leurs fonctions, prêter les serments prévus aux annexes A et B de la présente loi.

intermediaries in the rent of lodgings in the territory;

(d) verify or, as the case may be, fix the maximum lodging rental rates for the period of the 76 Olympic Games;

(e) see to the application of the regulations respecting advertising of lodgings for rent for such period;

(f) gather the information necessary for the application of this act.

8. The persons who operate a hotel establishment or a travel agency or who in any capacity engage as intermediaries in the rent of lodgings in the territory must furnish to the bureau the prescribed information in respect of the availability of lodgings.

DIVISION III

COMPOSITION AND ACTIVITIES OF THE BUREAU

9. The bureau shall consist of a general manager, who is the president thereof, appointed by the Lieutenant-Governor in Council for the time that he determines, and of the necessary employees.

[[**10.** The Lieutenant-Governor in Council shall fix the salary of the president and general manager or, if need be, his additional salary.]]

[[**11.** The employees of the bureau shall be appointed by the manager; their number shall be determined by the Lieutenant-Governor in Council who shall establish the scales according to which they are remunerated and fix, if need be, their additional salary.]]

12. The manager shall define the duties of the employees of the bureau, shall supervise their work and may delegate to any employee of the bureau the powers assigned to him by this act.

13. The manager and the employees of the bureau, if they are not functionaries, shall, before entering upon their duties, take the oaths provided in Schedules A and B to this act.

14. Le directeur et le personnel du bureau ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis par eux de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

15. Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre le bureau, le directeur ou tout employé du bureau, lorsque ceux-ci agissent en leur qualité officielle.

Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction allant à l'encontre du premier alinéa.

16. Le bureau a son siège social dans la Ville de Montréal.

17. L'année financière du bureau se termine le 31 mars de chaque année.

18. Les documents ou des copies émanant du bureau ou faisant partie de ses archives sont authentiques lorsqu'ils sont signés par le directeur ou par un employé spécialement autorisé à cette fin par le directeur.

19. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements spéciaux touchant les contrats ou engagements du bureau et il peut déterminer dans quels cas ces contrats et engagements sont soumis à l'approbation soit du lieutenant-gouverneur en conseil, soit du Conseil du trésor.

20. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le bureau à conclure des accords avec tout gouvernement ou organisme ainsi qu'avec toute personne, association ou société, dans le but de favoriser l'exécution de la présente loi ou d'assurer une participation financière d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'un organisme pour défrayer une partie des dépenses nécessaires à l'exécution de la présente loi.

21. Les livres et comptes du bureau sont vérifiés chaque année par le vérificateur général du Québec et, en outre,

14. The manager and the staff of the bureau cannot be sued by reason of official acts done by them in good faith in the exercise of their functions.

15. No extraordinary recourse contemplated in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure may be exercised, nor may any injunction be granted, against the bureau, the manager or any employee of the bureau, when they act in their official capacity.

Two judges of the Court of Appeal may, on motion, annul summarily any writ, order or injunction contrary to the first paragraph.

16. The bureau has its corporate seat in the City of Montreal.

17. The financial year of the bureau shall end on 31 March each year.

18. The documents or copies emanating from the bureau or forming part of its records are authentic when signed by the manager or by an employee specially authorized for such purpose by the manager.

19. The Lieutenant-Governor in Council may make special regulations respecting the contracts or commitments of the bureau and he may determine in which cases such contracts and commitments are subject to the approval either of the Lieutenant-Governor in Council or of the Treasury Board.

20. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the bureau to enter into agreements with any government or body and with any person, association or corporation, in order to promote the carrying out of this act or to ensure the financial participation of a government, municipality or body to defray a part of the expenditures necessary for the carrying out of this act.

21. The books and accounts of the bureau shall be audited each year by the Auditor-General of Québec and, in addi-

chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil.

22. Le bureau doit faire au ministre chargé de l'application de la présente loi un rapport de ses activités à tous les quatre mois à compter du 1^{er} novembre 1974 et, en plus, à chaque fois que ce ministre le requiert.

De plus, le bureau doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, remettre au ministre un rapport de ses activités de l'année financière précédente. Le ministre dépose ce rapport devant l'Assemblée nationale s'il le reçoit en cours de session; sinon dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

SECTION IV

PRIX DES LOGEMENTS ET CONTRÔLE DE LA PUBLICITÉ

23. Le directeur fixe, d'office ou sur demande, le prix maximum de location de chacun des logements qui doivent être mis à la disposition du public et il délivre à cet effet un certificat qui est expédié au locateur par poste recommandée.

Le directeur refuse d'émettre ce certificat lorsque, dans le cas des établissements hôteliers, le permis requis en vertu de la Loi de l'hôtellerie n'a pas été obtenu ou n'est plus en vigueur ou, dans le cas des autres logements, lorsque leur aménagement ou ameublement n'est pas conforme aux normes établies par les règlements.

Ce certificat et toute copie doivent porter la signature du directeur ou un facsimilé de cette signature.

24. Le directeur peut suspendre ou annuler un certificat lorsque son détenteur cesse de remplir les conditions requises.

25. Le locateur doit afficher le certificat à l'endroit déterminé par règlement et l'y tenir affiché.

26. Le prix maximum fixé par le directeur pour la location d'un logement comprend le prix des services et accessoires nécessaires à l'occupation de ce logement et de ceux qui sont normalement fournis

tion, each time it is ordered by the Lieutenant-Governor in Council.

22. The bureau shall make to the Minister charged with the application of this act a report of its activities every four months from 1 November 1974 and, in addition, each time that such Minister so requires.

Moreover, the bureau shall, not later than 30 June each year, remit to the Minister a report of its activities for the previous financial year. The Minister shall table such report before the National Assembly if he receives it during the session; otherwise, within thirty days of the opening of the next session.

DIVISION IV

RENTAL FOR LODGINGS AND CONTROL OF ADVERTISING

23. The manager, on his own initiative or on request, shall fix the maximum rental for each lodging that is to be so made available to the public and shall issue a certificate to that effect which shall be sent to the lessor by registered mail.

The manager shall refuse to issue such certificate when, in the case of a hotel establishment, the permit required under the Hotels Act has not been obtained or is no longer in force or, in the case of other lodgings, when their arrangement or furnishings do not meet the standards established in the regulations.

The certificate and every copy thereof must bear the signature of the manager or a facsimile of that signature.

24. The manager may suspend or cancel a certificate when the holder no longer complies with the required conditions.

25. The lessor shall post up the certificate in the place determined by regulation and keep it posted there.

26. The maximum rental fixed by the manager for a lodging shall include the rental for the services and accessories necessary to the occupancy of such lodging and for those normally furnished to tenants

aux locataires de logements de même catégorie.

Dans le cas d'un motel, un espace de stationnement est un service compris dans le taux de location.

27. Nul ne peut louer ou offrir à louer un logement dont le prix maximum n'a pas été fixé par le directeur.

28. Nul ne peut, directement ou indirectement, recevoir pour la location d'un logement, le paiement d'un prix supérieur au prix maximum fixé par le directeur.

Nul ne peut, directement ou indirectement, exiger ou accepter le paiement d'un supplément au prix maximum de location qui a été fixé par le directeur, pour des services ou accessoires nécessaires à l'occupation du logement, ni pour ceux qui sont normalement fournis aux locataires de logements de même catégorie, ni pour des services, accessoires ou repas que le locataire ne désire pas.

29. Nul ne peut exiger, pour la location d'un espace de stationnement pour un véhicule automobile, un prix plus élevé que celui qui est fixé par règlement.

30. Nul ne peut faire de la publicité concernant la location de logements pour la période des Jeux olympiques ou confirmer des réservations de logements pour cette période sauf de la façon prescrite.

31. Le locataire a droit d'action pour le recouvrement de toute somme dont le locateur a exigé ou accepté le paiement contrairement aux dispositions de la présente loi.

L'action se prescrit par un an.

SECTION V

ENQUÊTES, POURSUITES ET PÉNALITÉS

32. Toute personne qui est spécialement autorisée par le directeur à cette fin a droit d'accès à tout immeuble où un logement est loué ou est offert en location.

of lodgings of the same class.

In the case of a motel, a parking space is a service included in the rental rate.

27. No person shall rent or offer for rent a lodging the maximum rental for which has not been fixed by the manager.

28. No person shall receive, directly or indirectly, for the rent of a lodging, payment of a rental greater than the maximum fixed by the manager.

No person shall demand or accept, directly or indirectly, payment of any amount in addition to the maximum rental that has been fixed by the manager, for services or accessories necessary to the occupancy of the lodging, or for those normally furnished to tenants of lodgings of the same class, or for services, accessories or meals that the traveller does not wish.

29. No person shall demand, for a parking space for a motor vehicle, a rental greater than that fixed by regulation.

30. No person shall advertise a lodging for rent for the duration of the Olympic Games or confirm reservations for lodgings for that period except in the manner prescribed.

31. The tenant shall have a right of action to recover any amount the payment of which has been demanded or accepted by the lessor contrary to the provisions of this act.

The action shall be prescribed by one year.

DIVISION V

INVESTIGATIONS, PROCEEDINGS AND PENALTIES

32. Any person who is especially authorized by the manager for that purpose has the right to enter any immovable where a lodging is rented or offered for rent.

Toute personne ainsi autorisée peut :

a) visiter tout logement loué ou offert en location;

b) examiner les livres, registres, comptes, reçus, lettres, télégrammes et autres documents qui se rapportent à la location d'un logement et en prendre des copies;

c) obliger le locateur ou toute autre personne présente sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable dans son enquête et, à cette fin, obliger le locateur ou son préposé à l'accompagner sur les lieux.

33. Quiconque contrevient aux dispositions des articles 25, 27, 28 ou 30, commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais,

1° dans le cas d'une infraction relative à un établissement hôtelier ou à tout établissement visé par la présente loi ayant plus de six logements, pour une première infraction, d'une amende d'au moins \$300 et d'au plus \$1,000 et, pour toute infraction subséquente, d'une amende d'au moins \$1,000 et d'au plus \$3,000;

2° dans tous les autres cas, pour une première infraction, d'une amende d'au plus \$200 et, pour toute infraction subséquente, d'une amende d'au moins \$300 et d'au plus \$400.

34. Quiconque contrevient aux dispositions de l'article 29, commet une infraction et est passible, pour chaque infraction, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au plus \$300.

35. Quiconque entrave ou tente d'entraver de quelque façon que ce soit une personne qui fait un acte que la présente loi l'oblige ou l'autorise à faire, ou détruit, ou modifie un certificat délivré en vertu de la présente loi, commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au plus \$500.

36. Sous réserves des dispositions de la présente loi, les poursuites intentées pour une infraction à la présente loi sont régies par la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35). La deuxième partie de ladite loi s'applique à ces poursuites.

Every person so authorized may :

(a) inspect any lodging rented or offered for rent;

(b) inspect the books, registers, accounts, receipts, letters, telegrams and other documents in connection with the rent of a lodging and make copies thereof;

(c) oblige the lessor or any other person present to lend him any reasonable assistance necessary to his investigation and, for that purpose, oblige the lessor or his agent to accompany him on the premises.

33. Any person who infringes section 25, 27, 28 or 30 is guilty of an offence and liable, in addition to the costs,

(1) in the case of an offence respecting a hotel establishment or any establishment contemplated by this act containing more than six lodgings, for the first offence, to a fine of not less than \$300 nor more than \$1,000 and for each subsequent offence, to a fine of not less than \$1,000 nor more than \$3,000;

(2) in all other cases, for the first offence, to a fine of not more than \$200 and, for each subsequent offence, to a fine of not less than \$300 nor more than \$400.

34. Any person who infringes section 29 is guilty of an offence and liable, for each offence, in addition to the costs, to a fine of not more than \$300.

35. Any person who interferes or attempts to interfere in any way with a person doing anything that he is obliged or authorized to do by this act, or destroys or alters a certificate issued under this act, is guilty of an offence and liable, in addition to the costs, to a fine of not more than \$500.

36. Subject to the provisions of this act, proceedings for offences against this act shall be governed by the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35). Part II of such act shall apply to such proceedings.

37. Nonobstant les dispositions de l'article 4 de la Loi des poursuites sommaires, toute plainte ou dénonciation pour une infraction à la présente loi ou à un règlement, peut toujours être entendue et décidée dans le district judiciaire de Montréal même si la cause de la plainte ou de la dénonciation a pris naissance dans une partie du territoire visé par la présente loi qui ne fait pas partie de ce district judiciaire.

38. Les poursuites prévues à la présente loi ne peuvent être intentées que par le directeur ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

39. Pour les fins de la présente loi, un avocat en exercice peut être nommé juge de paix.

40. Lorsqu'il est expédient de procéder rapidement, un juge de paix peut émettre une sommation pour obliger un contrevenant à comparaître devant lui sans délai, ou il peut émettre un mandat d'arrestation.

41. Dans toute poursuite intentée en vertu de la présente loi, lorsque l'infraction est commise dans un établissement hôtelier, le véritable contrevenant ainsi que le détenteur du permis d'hôtellerie, ou le propriétaire de cet établissement hôtelier peuvent être condamnés aux peines imposées pour infraction à la présente loi, à moins que l'infraction n'ait été commise à l'insu de ce détenteur de permis ou de ce propriétaire.

SECTION VI

DISPOSITIONS SPÉCIALES ET RÈGLEMENTS

42. 1. Toute municipalité, quelle que soit la loi qui la régit et nonobstant toute disposition inconciliable de sa charte ou de ses règlements peut, par résolution de son conseil soumise à nulle autre approbation que celle du ministre des affaires municipales, autoriser, aux conditions déterminées dans la résolution,

a) la location de chambres dans les résidences privées;

37. Notwithstanding the provisions of section 4 of the Summary Convictions Act, any complaint or information for an offence under this act or the regulations may always be heard and decided in the judicial district of Montreal even if the cause of the complaint or information arose in a part of the territory contemplated in this act not included in that judicial district.

38. The proceedings contemplated in this act shall not be instituted except by the manager or a person generally or specially authorized for that purpose by him in writing.

39. For the purposes of this act, a practising advocate may be appointed a justice of the peace.

40. Whenever it is expedient to proceed quickly, the judge may issue a summons to compel the offender to appear before him forthwith, or he may issue a warrant of arrest.

41. In any proceedings under this act, when the offence was committed in a hotel establishment, the real offender, as well as the holder of the hotel establishment permit or the owner of such hotel establishment may be condemned to the penalties imposed for offences under this act, unless the offence was committed without the knowledge of such permit holder or owner.

DIVISION VI

SPECIAL PROVISIONS AND REGULATIONS

42. (1) Any municipality, by whatsoever law governed and notwithstanding any inconsistent provision of its charter or by-laws, may, by resolution of its council subject to no other approval than that of the Minister of Municipal Affairs, authorize, on the conditions stated in the resolution,

(a) the renting of rooms in private residences;

b) l'érection ou la modification de constructions pour fins de logement, pourvu qu'elle soit de nature temporaire;

c) l'aménagement de terrains de camping ou de stationnement pour les véhicules automobiles ou les roulottes.

Une telle autorisation est accordée au moyen d'un permis spécial valide pour la période des Jeux olympiques 76 et délivré moyennant le paiement d'un droit fixé selon le tarif prévu dans la résolution.

Ce droit tient lieu, pour la période prévue au permis spécial, du montant de toute taxe municipale qui pourrait être imposée par suite des changements visés au premier alinéa et la valeur foncière, annuelle ou locative qui pourrait en résulter n'est pas portée au rôle d'évaluation ni au rôle de perception.

Les lieux ayant fait l'objet d'un tel permis spécial doivent, avant le 1^{er} décembre 1976, être transformés de façon à être conformes aux dispositions applicables de la charte et des règlements de la municipalité.

Une telle résolution doit aussi prévoir l'imposition à quiconque y contrevient, des sanctions et des peines équivalentes à celles qui sont applicables à ceux qui contreviennent aux règlements de construction et de zonage de la municipalité.

2. Dans le cas d'une municipalité où il existe un comité exécutif, la résolution visée par le paragraphe 1 peut être adoptée par ce comité.

3. Toute municipalité peut également, quelle que soit la loi qui la régit et nonobstant toute disposition inconciliable de sa charte ou de ses règlements, louer aux conditions qu'elle détermine mais pour la période des Jeux olympiques 76, les terrains dont elle est propriétaire, pour les fins prévues aux sous-paragraphes *b* et *c* du paragraphe 1 et en suivant les formalités prévues au premier alinéa de ce paragraphe 1.

4. Le paragraphe 3 s'applique *mutatis mutandis* aux commissions scolaires régionales, aux commissions scolaires et aux corporations de syndicats régies par la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235), au Conseil scolaire de l'Île de Montréal, aux collèges d'enseigne-

(b) the erection or alteration of structures for lodging purposes, provided that they are of a temporary nature;

(c) the equipping of camping grounds or of parking grounds for motor vehicles or trailers.

Such authorization shall be granted by means of a special permit valid for the period of the 76 Olympic Games and issued upon payment of a duty fixed in accordance with the tariff provided for in the resolution.

Such duty shall replace, for the period provided in the special permit, the amount of any municipal tax that might be imposed by reason of the changes contemplated in the first paragraph and the annual or rental real estate value that might result therefrom shall not be entered on the assessment roll or on the collection roll.

The premises respecting which such special permit is issued must be altered, before 1 December 1976, so as to comply with the relevant provisions of the charter and by-laws of the municipality.

Such resolution shall also provide that any person infringing it shall be liable to sanctions and penalties equal to those applicable to persons who infringe the building and zoning by-laws of the municipality.

(2) In the case of a municipality where there is an executive committee, the resolution contemplated in subsection 1 may be passed by such committee.

(3) Any municipality, by whatsoever law governed and notwithstanding any inconsistent provision of its charter or by-laws, may also lease, on such conditions as it determines but for the period of the 76 Olympic Games, lands owned by it for the purposes contemplated in subparagraphs *b* and *c* of subsection 1, observing the formalities prescribed in the first paragraph of such subsection 1.

(4) Subsection 3 applies *mutatis mutandis* to regional school boards, school boards and corporations of trustees governed by the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235), to the School Council of the Island of Montreal, to general and vocational colleges and to

ment général et professionnel et aux universités.

5. Le détenteur d'un permis spécial délivré en vertu du paragraphe 1 et le bénéficiaire d'un bail visé aux paragraphes 3 et 4 ne sont pas dispensés de l'obligation de se conformer aux autres dispositions de la présente loi.

43. Nonobstant toute convention prohibant ou limitant l'exercice du droit de sous-location, un locataire peut sous-louer une seule pièce de son logement en se conformant aux dispositions de la présente loi.

44. Les dispositions de la présente loi et des règlements adoptés sous son autorité prévalent sur toute disposition inconciliable de la Loi de l'hôtellerie (Statuts refondus, 1964, chapitre 205) et des règlements adoptés en vertu de cette loi.

Toutefois, l'alinéa précédent de même que les articles 24, 25, 27 à 30 et 43 n'ont d'effet qu'en autant qu'ils s'appliquent à la location de logements pour ou pendant la période des Jeux olympiques 76.

De plus, rien dans la présente loi ne dispense une personne d'obtenir les permis prescrits par la Loi de l'hôtellerie et les règlements adoptés en vertu de cette loi sauf lorsqu'il s'agit d'un logement dont la location n'est faite qu'à l'occasion des Jeux olympiques 76.

45. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter tout règlement qu'il juge nécessaire à l'application de la présente loi.

Il peut notamment adopter des règlements pour:

- a) étendre le territoire auquel s'applique la présente loi;
- b) déterminer des normes pour la vérification ou la fixation du prix maximum des logements;
- c) déterminer, par catégorie de logements, les services et accessoires nécessaires à leur occupation;
- d) fixer des prix maximum de location des espaces de stationnement pour les véhicules automobiles;
- e) établir des normes concernant l'aménagement et l'ameublement des logements;
- f) établir des normes concernant la publicité relative à la location de logements

universities.

(5) The holder of a special permit issued under subsection 1 and the lessee under a lease contemplated in subsections 3 and 4 shall not be exempt from the obligation to comply with the other provisions of this act.

43. Notwithstanding any agreement prohibiting or limiting the exercise of the right to sublet, a tenant may sublet one room only in his lodging if he complies with the provisions of this act.

44. The provisions of this act and the regulations made thereunder shall prevail over any inconsistent provision of the Hotels Act (Revised Statutes, 1964, chapter 205) or of the regulations made under such act.

However, the preceding paragraph and sections 24, 25, 27 to 30 and 43 shall have effect only if they apply to the rent of lodgings for or during the period of the 76 Olympic Games.

Moreover, nothing in this act shall exempt a person from obtaining the permits prescribed by the Hotels Act and the regulations made thereunder except in the case of a lodging which is rented only for the 76 Olympic Games.

45. The Lieutenant-Governor in Council may make any regulation he may consider necessary to the carrying out of this act.

He may, in particular, make regulations to:

- (a) extend the territory to which this act applies;
- (b) determine standards for verifying or fixing the maximum rental for lodgings;
- (c) determine, by classes of lodgings, the services and accessories necessary for the occupancy thereof;
- (d) fix the maximum rental for parking spaces for motor vehicles;
- (e) establish standards for the equipping and furnishing of lodgings;
- (f) establish standards of advertising of lodgings for rent for the period or

pour la période ou concernant la confirmation de réservations de logements pour cette période;

g) déterminer l'endroit où le certificat émis par le directeur doit être affiché;

h) déterminer la nature des renseignements relatifs à la disponibilité des logements que les personnes visées à l'article 8 doivent fournir au bureau.

Ces règlements entrent en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.

SECTION VII

DISPOSITIONS FINALES

[[**46.** Les sommes nécessaires à l'application de la présente loi sont payées, pour l'exercice financier 1974/1975, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices financiers subséquents, à même les deniers accordés chaque année à cette fin par la Législature.]]

47. Le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche est chargé de l'application de la présente loi.

48. La présente loi cesse d'être en vigueur le 1^{er} décembre 1976 ou à toute autre date ultérieure fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil. Le bureau est dissout à compter de cette date et les sommes alors en sa possession sont déposées au fonds consolidé du revenu.

49. La présente loi entre en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

respecting the confirmation of reservations for lodgings for that period;

(g) determine the place where the certificate issued by the manager must be posted up;

(h) determine the nature of the information respecting the availability of lodgings which persons contemplated in section 8 must furnish to the bureau.

Such regulations shall come into force on the day of their publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date indicated therein.

DIVISION VII

FINAL PROVISIONS

[[**46.** The amounts necessary to the application of this act shall be paid, for the fiscal year 1974/1975, out of the consolidated revenue fund and for the subsequent years, out of the moneys granted each year for such purpose by the Legislature.]]

47. The Minister of Tourism, Fish and Game shall be entrusted with the carrying out of this act.

48. This act shall cease to be in force on 1 December 1976 or on any later date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council. The bureau shall be dissolved on such date and the moneys then in its possession shall be deposited in the consolidated revenue fund.

49. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, except the provisions excluded by such proclamation, which shall come into force on any later date which may be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

ANNEXE A

Serment d'allégeance et d'office

(Article 13)

Je, A. B., jure que je serai loyal et porterai vraie allégeance à l'autorité constituée et que je remplirai les devoirs de ma charge de _____, avec honnêteté et justice, et que je ne recevrai aucune somme d'argent ou considération quelconque pour ce que j'ai fait ou pourrai faire, dans l'exécution des devoirs de ma charge, dans le but de favoriser l'achat ou l'échange de quoi que ce soit par ou avec le gouvernement, à part de mon traitement ou de ce qui me sera alloué par la loi ou par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil. Ainsi Dieu me soit en aide.

ANNEXE B

Serment de discrétion

(Article 13)

Je, A. B., jure de plus que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge. Ainsi Dieu me soit en aide.

SCHEDULE A

Oath of allegiance and office

(Section 13)

I, A. B., do swear that I will be faithful and bear true allegiance to constituted authority and will fulfil the duties of my office of _____ honestly and justly, and that I will not receive any sum of money or consideration for what I have done or may do in the discharge of the duties of my office, to procure the purchase or exchange of anything whatsoever by or with the Government, other than my salary or what may be allowed me by law or by an order of the Lieutenant-Governor in Council. So help me God.

SCHEDULE B

Oath of secrecy

(Section 13)

I, A. B., further swear that I will not reveal or disclose, unless duly authorized, anything that may come to my knowledge in the discharge of my duties. So help me God.